



PUBLIEZ CE QUE  
VOUS PAYEZ  
MADAGASCAR



PUBLISH WHAT  
YOU PAY  
UNITED KINGDOM

## DOCUMENT D'INFORMATION

# RISQUES MINIERS LIÉS AU RÉGULATEUR DE L'ENVIRONNEMENT À MADAGASCAR: BESOIN URGENT DE RECOURS

Les relations fiscales et réglementaires de la société minière Rio Tinto/QMM avec l'Office National pour l'Environnement (ONE) à Madagascar soulèvent des problèmes de transparence, de responsabilité, de conflits d'intérêts potentiels et de risques pour l'environnement naturel et pour la santé des populations locales.

### **1. Contexte: violation par Rio Tinto/QMM de la «zone tampon» environnementale de Mandena**

En mars 2019, après deux années de recherche et d'enquête menées par le Andrew Lees Trust (ALT UK)<sup>1</sup>, Rio Tinto a admis, en réponse à un rapport commandé par ALT UK, que son exploitation de sables minéraux QMM à son site de Mandena, dans la région d'Anosy, au sud de Madagascar, avait violé une «zone tampon» environnementale autant que 90 mètres à certains endroits<sup>2</sup>. La société a également admis dans la même réponse que QMM avait utilisé ses résidus miniers pour créer une "berme" ou un barrage qui entrainait dans le lac adjacent où les habitants pêchent et puisent leur eau potable.

La violation de la zone tampon QMM est préoccupante pour les raisons suivantes:

- Il a rompu les accords avec le gouvernement malgache de respecter une zone tampon de 50 mètres.
- Les opérations de la mine ont pénétré dans un lac (domaine public) sans autorisation.
- Les voies navigables et les lacs situés à proximité de la mine ont été exposés aux résidus miniers et aux eaux usées potentiellement toxiques du bassin minier, notamment à la concentration de radionucléides générée par le processus d'extraction de l'ilménite.

Rio Tinto/QMM avait nié la violation du tampon pendant près de deux ans et avait publiquement cité l'Office National pour l'Environnement (ONE), l'autorité de régulation de l'environnement malgache, en réponse aux préoccupations suscitées par cette violation, notamment aux actionnaires de Rio Tinto et au grand public. Rio Tinto/QMM a déclaré être «conforme» à son plan de gestion sociale et environnementale (SEMP) autorisé par le gouvernement et, en particulier, que l'ONE avait conclu que les travaux de la zone tampon de QMM ne présentaient «aucune préoccupation significative» (25 septembre 2018) et que l'impact de la violation était «négligeable» (23 mars 2019)<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Consultez tous les documents de recherche, rapports et articles sur le site <http://andrewleestrust.org/andrew.htm>

<sup>2</sup> Voir la réponse de Rio Tinto au rapport Emerman, annexe 1, 23 mars 2019.

<sup>3</sup> Conforme "aux conclusions du SEMP et de l'ONE concernant l'inspection" aucune préoccupation significative "ont été communiquées par QMM dans une lettre datée du 25 septembre 2018 à ALT UK (voir annexe 2). La conformité de QMM, confirmée par l'ONE, a été communiquée verbalement lors d'une réunion entre Rio Tinto et ALT UK le 27 septembre 2018. L'impact de la violation comme «négligeable» a été cité dans la réponse de Rio Tinto au rapport Emerman 23. Mars 2019 (Annexe 1) et publiquement aux actionnaires lors de l'AGA 2019 de Rio Tinto (Londres, avril 2019). Voir <http://londonminingnetwork.org/2019/04/not-the-whole-truth-the-rio-tinto-agm-10-april-2019/?highlight=Rio%20Tinto%202019>

L'ONE n'a pris aucune mesure réglementaire concernant la violation de la mémoire tampon QMM, comme on pouvait s'y attendre.

## **2. Paiements QMM à l'ONE pour le suivi environnemental, l'évaluation et les évaluations SEMP**

L'ONE effectue la surveillance et l'évaluation environnementales de la mine QMM. En vertu du décret MECIE<sup>4</sup>, QMM est autorisé à verser des contributions financières à l'ONE afin de soutenir ses activités de suivi et d'évaluation. En mars 2019, les coalitions ALT UK et Publish What You Pay (PWYP) à Madagascar et au Royaume-Uni ont demandé des détails sur les paiements de Rio Tinto/QMM à l'ONE pour les périodes menant à l'évaluation et à l'approbation de la gestion sociale et environnementale 2014-18 de la mine. Plan (SEMP)<sup>5</sup>.

Rio Tinto a fourni ces informations, ainsi que les budgets et les horaires de travail de l'ONE. Cela montre que QMM verse entre 30 000 et 40 000 USD par an à l'ONE pour ce qui semble être une suite régulière de services de surveillance de l'environnement<sup>6</sup>. Pour les exercices budgétaires 2017-2018, l'activité et le budget sont sensiblement les mêmes.

L'absence d'augmentation des contributions financières de Rio Tinto/QMM à l'ONE indique qu'aucune étude supplémentaire n'a été entreprise et qu'aucun expert n'a été demandé ou engagé par l'ONE pour l'inspection de la zone tampon en 2018. Il n'y a pas de preuves que l'ONE a entrepris une analyse avec une diligence raisonnable avant de conclure que les travaux de la zone tampon de QMM ne présentaient «aucune préoccupation importante», ce qui a permis à la société de prétendre qu'elle était «conforme» à son SEMP autorisé par le gouvernement.

### **Principaux sujets de préoccupation**

1. Quelles études techniques et enquêtes l'ONE, l'organisme de réglementation de l'environnement du gouvernement, a-t-il entreprises en 2018 pour déterminer la conformité de la zone tampon au SEMP 2014-18 de QMM? En particulier, sur la base de quels éléments de preuve techniques l'ONE a-t-il évalué et conclu que la violation ne présentait «aucune préoccupation significative» et que son impact était «négligeable»?
2. Comment l'ONE a-t-il pu financer et exécuter les études techniques nécessaires pour vérifier la «conformité» de la zone tampon et les impacts «négligeables» de la violation sans contribution financière supplémentaire significative de Rio Tinto/QMM en 2017-2018?<sup>7</sup>
3. Où se trouvent les rapports / documents pertinents de l'ONE relatifs à l'inspection et à l'évaluation des œuvres QMM, que Rio Tinto a cités?
4. Pourquoi l'ONE n'a-t-il pas accepté que Rio Tinto/QMM partage le rapport d'inspection 2018, pourquoi les documents ONE 2018 et 2019 relatifs aux évaluations / évaluations de la zone tampon ne sont-ils pas disponibles sur demande et pourquoi l'entreprise ne partagera-t-elle pas les rapports de la activités de suivi et d'évaluation ONE pertinentes qu'elle a financées?
5. Compte tenu des niveaux élevés d'uranium dans l'eau à proximité des points de rejet de la mine, jusqu'à **50 fois les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé sur la qualité de l'eau potable dans certains endroits**<sup>8</sup> et compte tenu du fait que Rio Tinto/QMM a admis ne pas disposer de

<sup>4</sup> MECIE: Mise en compatibilité des investissements avec l'environnement. Voir [http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2014/06/decret\\_2004\\_167\\_guichet\\_unique\\_ONE1.pdf](http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2014/06/decret_2004_167_guichet_unique_ONE1.pdf)

<sup>5</sup> Voir annexe 3, lettre de PWYP / ALT UK à Rio Tinto, 13 mars 2019.

<sup>6</sup> Voir l'annexe 4, réponse de Rio Tinto aux demandes de paiement présentées par PCQVP / ALT UK entre QMM et l'ONE, 23 mars 2019; et les contrats, calendriers et budgets ci-joints.

<sup>7</sup> Le siège de Rio Tinto a fait appel à un expert externe pour un coût d'environ 60 000 USD pour analyser la zone tampon QMM par rapport au niveau des hautes eaux ordinaires conformément aux exigences du SEMP. Le rapport commandé par Rio Tinto (par Ozius) et l'étude de ALT UK par le Dr Emerman démontrent tous deux une violation manifeste de la limite de la zone tampon de 50 mètres.

<sup>8</sup> Voir <http://www.andrewleestrust.org/blog/wp-content/uploads/2019/04/ALT-UK-Summary-of-the-Radioactivity-review-of-the-QMM-mine-2019-English-version-.pdf>

suffisamment de données sur les voies d'ingestion (c'est-à-dire l'eau)<sup>9</sup>, comment l'ONE a-t-il indépendamment conclu que l'impact de la brèche de la mine QMM dans le lac Besaroy avait été «négligeable»?

6. Quelles sont les données ou preuves dont dispose l'ONE qui peuvent établir dans quelle mesure les niveaux élevés d'uranium sont imputables aux «niveaux de fond» naturels de rayonnement (revendiqué par Rio Tinto comme étant préexistant à Anosy en raison de la nature des sables minéraux)<sup>10</sup> et combien ont résulté du processus d'extraction et de l'activité opérationnelle de la mine QMM?

### 3. Manque de crédibilité et manque de transparence

Il serait raisonnable de s'attendre à ce que QMM verse à l'ONE des paiements supplémentaires substantiels en 2018 afin de permettre à l'organisme de réglementation de procéder à une évaluation objective, scientifiquement rigoureuse et crédible de la zone tampon et des conséquences de la violation, par exemple pour engager des spécialistes l'assistance d'experts en hydrologie et en radioactivité<sup>11</sup>.

L'absence de paiements supplémentaires de QMM à l'ONE en 2018 indique que l'analyse de la zone tampon fournie par l'ONE en 2018 n'était pas fondée sur un savoir-faire technique solide. L'impossibilité de produire des études techniques pertinentes et l'incapacité apparente de l'ONE de se référer aux études entreprises, à savoir Ozius 2018 et Emerman 2018, soulèvent des questions sur la méthodologie, la compétence et l'objectivité de l'ONE.

En outre, étant donné que les opérations de gestion de la qualité, ou tout au moins perçues publiquement comme telles, constituent des menaces et des risques pour la santé de l'environnement local et pour les communautés locales, notamment en ce qui concerne la qualité de l'eau et la radioactivité<sup>12</sup>, il serait raisonnable de s'attendre l'évaluation du régulateur doit inclure une consultation publique complète et inclusive avec les communautés locales dans le cadre du processus de l'ONE<sup>13</sup>. Il n'y a pas suffisamment de preuves que des consultations adéquates ont été entreprises localement.

Un atelier a eu lieu à Fort Dauphin les 9 et 10 mai 2019, auquel a participé PWYP Madagascar, en tant que membres du groupe multi-stakeholders (MSG) d'ITIE Madagascar et des représentants de l'ONE, des autorités locales, de QMM et des sociétés civiles locales. QMM, l'ONE et plusieurs autres participants de l'atelier étaient absents pendant une partie de l'atelier pour assister à une présentation formelle par l'ONE de leurs rapports d'évaluation sur QMM. PWYP Madagascar et d'autres organisations de la société civile présentes à l'atelier n'ont pas été invitées à cet événement. Les sociétés civiles locales ont déclaré qu'elles n'étaient pas suffisamment consultées et ne comprenaient pas sur quelle base QMM et l'ONE avaient choisi les membres du comité de suivi pour les questions environnementales, ni pourquoi leurs rapports ne sont

---

<sup>9</sup> Addendum, commentaires de Rio Tinto, revue Swanson, 2019, pages 59, 61. Accès à :

<http://www.andrewleestrust.org/blog/wp-content/uploads/2019/07/ALT-UK-Radioactivity-Review-of-the-QMM-mine-2019-by-Dr-S-Swanson-1.pdf>

<sup>10</sup> Ibid., Page 63; revendication répétée par Rio Tinto lors de l'Assemblée générale de la société, Londres, avril 2019; voir aussi la note 3 ci-dessus.

<sup>11</sup> Voir la note 7 ci-dessus.

<sup>12</sup> La couverture médiatique et l'action de la société civile locale concernant la qualité de l'eau dans le lac / les eaux adjacentes à la mine QMM sont des documents publics. Voir

<https://www.facebook.com/plugins/video.php?href=https%3A%2F%2Fwww.facebook.com%2Fvaovao.kolotv%2Fvideos%2F391208184984339%2F> et les demandes d'eau potable citées à <http://www.andrewleestrust.org/blog/wp-content/uploads/2019/04/Anosy-Civil-Society-Platform-2019-.pdf>. Les préoccupations locales concernant la radioactivité ont précipité les réunions et la couverture médiatique au niveau local: voir: <https://youtu.be/ry4McEDLEAc>

et <http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2018/09/08/region-anosy-hausse-de-la-concentration-de-la-radioactivite-observee/> et l'ONE a enregistré les préoccupations du public au sujet des incidences de la radioactivité de la mine QMM sur la santé ; voir leur page 16 de la Grille de Suivi de l'ONE inclus avec l'Annexe 7.

<sup>13</sup> Voir l'annexe 3, note 6, concernant les plaintes du public déposées par le député Hatrefindrazana Jerry lors de sa visite à Fort Dauphin (capitale de la région d'Anosy) en août 2018, le ministre de l'Environnement a déclaré que des citoyens, comme lui, étaient exclus des soi-disant «consultations» de l'ONE, qui sont considérées comme des réunions uniquement sur invitation, et d'une manière très sélective public.

pas disponibles pour tout le monde. On craint par conséquent que ONE et QMM ne veuillent pas que tout le monde soit au courant de ce qui se passe dans ces évaluations.

Si l'ONE n'a pas mené d'études de fond ou de consultations publiques satisfaisantes auprès des communautés touchées, ses rapports ne doivent pas constituer la base des affirmations de Rio Tinto/QMM auprès des communautés, des actionnaires et du public. Si l'ONE a mené de telles études et consultations, les rapports résultants devraient être entièrement accessibles au public.<sup>14</sup>

#### **4. Gouvernance et responsabilité**

Rio Tinto/QMM a reçu plusieurs demandes écrites et verbales depuis la mi-2018 lui demandant de fournir les rapports de l'ONE qui jugent que la zone tampon QMM est «conforme» et que l'impact de la violation est «négligeable», y compris dans une lettre commune d'ALT UK et coalitions de PWYP<sup>15</sup>. ALT UK a également envoyé une lettre à l'ONE pour demander le rapport de 2018 par l'intermédiaire du ministre malgache de l'Environnement, mais aucune réponse ou copie du rapport n'était à venir<sup>16</sup>.

Rio Tinto et l'ONE continuent d'affirmer que les rapports de l'ONE appartiennent au domaine public, mais ne parviennent pas à fournir des copies ou un lien vers un portail en ligne permettant d'accéder aux documents<sup>17</sup>. En réalité, l'accès aux rapports ONE est limité à l'inspection personnelle d'une copie papier aux bureaux de l'ONE à Fort Dauphin et à Antananarivo (capitale de Madagascar, également connue sous le nom Tana) et est donc très contraint<sup>18</sup>.

#### **Principaux sujets de préoccupation**

1. Comment les relations fiscales et de gouvernance entre les sociétés extractives actives à Madagascar, telles que Rio Tinto/QMM, et l'ONE, promue par le décret MECIE, peuvent-elles résister à un examen minutieux et prévenir les conflits d'intérêts si les évaluations de l'ONE payaient par les entreprises, ne sont pas partagés ouvertement et sur demande?
2. Comment les citoyens malgaches et la société civile peuvent-ils être assurés que la relation entre l'ONE et les sociétés extractives telles que QMM est suffisamment transparente si les rapports et les évaluations du régulateur ne sont pas entièrement ouverts à une consultation publique dans le cadre du processus ou validés par des procédures solides et transparentes preuves et documentation sur demande?
3. Comment prévenir les conflits d'intérêts lorsque les mêmes sociétés pour lesquelles l'ONE reçoit un soutien financier régulier invitent ensuite l'autorité de contrôle à évaluer leurs violations de l'environnement?
4. Les sociétés extractives devraient-elles se référer aux évaluations de leurs activités par l'ONE (dans le cas présent «aucune préoccupation significative » et avec un impact «négligeable») si elles ne sont pas tenues de produire la preuve documentaire de l'ONE en réponse à une enquête publique?

---

<sup>14</sup> En plus des rapports d'inspection sur l'intrusion dans la zone tampon, ALT UK a demandé mais n'a pas été en mesure d'obtenir de Rio Tinto/QMM une étude d'impact sur l'environnement (EIA) distincte réalisée pour les modifications du projet QMM (par exemple, pour la zone tampon réduite de 50 mètres) consultation, comme le prévoit le droit malgache; ni la preuve d'éventuelles «évaluations de risques» promises dans le cadre du SEMP autorisé (en particulier pour les impacts sur les eaux souterraines).

<sup>15</sup> Lettres, courriels et appels téléphoniques d'ALT UK depuis juillet 2018; lettres conjointes d'ALT UK avec PWYP Madagascar et PCQVP Royaume-Uni, courriels de suivi et réunion en face-à-face avec PCQVP Royaume-Uni en 2019. Voir annexes 5 et 6.

<sup>16</sup> La demande a été envoyée le 14 octobre 2018, un mois avant les élections nationales de novembre 2018, qui ont été suivies d'un changement d'administration.

<sup>17</sup> Voir annexe 7, lettre de réponse de Rio Tinto à PCQVP / ALT UK, 17 juin 2019.

<sup>18</sup> Aux bureaux de l'ONE à Fort Dauphin et à Tana, l'accès aux documents doit être négocié. Il a été signalé que, dans certains cas, les chercheurs ont dû signer plusieurs formulaires pour obtenir l'autorisation d'accéder aux documents. Ils peuvent ensuite être regardés et ne pas être autorisés à copier ou à numériser les rapports de l'ONE. Cela indique un accès limité sur autorisation uniquement, pas ce qui serait généralement considéré comme «du domaine public».

5. Comment la bonne gouvernance est-elle servie si, lorsque des lois et des accords nationaux sont violés et que la santé de l'environnement - et potentiellement des communautés - est compromise, il n'y a pas de sanctions, pénalités ou autres actions de la part du régulateur?
6. Sans ouverture et transparence, comment les processus et la relation entre QMM et l'ONE peuvent-ils répondre aux exigences des meilleures pratiques et servir d'exemple pour le secteur extractif à Madagascar?
7. Comment les dispositions actuelles en vertu du décret MECIE peuvent-elles être considérées comme adéquates pour assurer la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives à Madagascar alors que le secteur semble susceptible de se développer sur l'île avec des acteurs multiples moins expérimentés que Rio Tinto/QMM<sup>19</sup>?

## **5. Conclusions et recommandations**

Rio Tinto est un chef de file international dans le secteur minier. Cependant, la relation entre Rio Tinto/QMM et l'ONE met en évidence de graves risques de conflits d'intérêts, de compromettre la bonne gouvernance et de saper un environnement sain, pouvant avoir de graves conséquences pour les communautés touchées par l'exploitation minière.

Le gouvernement malgache doit remédier de toute urgence aux lacunes et manquements en matière de gouvernance et de responsabilité décrits ci-dessus, à la fois pour le présent immédiat et pour l'avenir si le secteur extractif se développe à travers le pays. Une réponse adéquate à la situation nécessite un dialogue constructif et inclusif avec toutes les parties prenantes, - y compris les communautés locales et la société civile - afin de prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que les risques et les inconvénients en matière de gouvernance, de respect de l'environnement et de droits de l'homme soient réparés et évités. L'ensemble du processus doit modéliser les pratiques améliorées, la transparence et la responsabilité publique pour tous les acteurs du secteur.

**Les annexes 1 à 7 dans le fichier zip fourni et téléchargeable [ici](#)<sup>20</sup> contient séparément les documents récents les plus pertinents; une documentation supplémentaire, si nécessaire, peut être demandée à [info@andrewleestrust.org](mailto:info@andrewleestrust.org).**

## **CONTACTS**

Herinarahinjaka Eryck Randrianandrasana  
Coordonnateur National, CEM Projet Taratra - PWYP Madagascar  
+261 347 706 300, [herinarahinjaka@gmail.com](mailto:herinarahinjaka@gmail.com)

Yvonne Orenge  
Director, Andrew Lees Trust  
+44 (0)1225 873 880, [yorengo@andrewleestrust.org](mailto:yorengo@andrewleestrust.org)

Miles Litvinoff  
National Coordinator, Publish What You Pay UK  
+44 (0)1442 825060, [mlitvinoff@pwypuk.org](mailto:mlitvinoff@pwypuk.org)

---

<sup>19</sup> Sur le potentiel d'expansion du secteur pétrolier et minier à Madagascar, voir: <https://www.chathamhouse.org/event/future-madagascars-extractive-industries#>; <https://eiti.org/madagascar>; <http://documents.worldbank.org/curated/en/597931507236878125/pdf/IL-FRESDATA-EXT-P158889-10-05-2017-1507236869090.pdf>; <https://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/madagascareldoradooilmining-foefrance.pdf>

<sup>20</sup> <https://bit.ly/2YboYm9>